

La conjoncture en Basse-Normandie au troisième trimestre 2012

Janvier 2013 - n° 01

Au troisième trimestre 2012, la demande intérieure française a contribué à maintenir la baisse de la demande globale adressée aux industriels bas-normands. L'activité industrielle a ainsi nettement diminué en septembre. Le taux d'utilisation des capacités de production s'est contracté par rapport au trimestre précédent, il reste très inférieur à son niveau moyen de long terme.

Le secteur de la construction a pâti du repli de la construction de logements neufs. Le marché de l'entretien-amélioration de l'habitat s'affiche lui aussi en baisse.

En raison des conditions climatiques du mois de juillet, l'activité touristique a connu des résultats en retrait. Le climat plus propice en août et septembre n'a pu rattraper le bilan d'une saison qui s'affirme comme l'une des moins bonnes de ces dernières années pour les hébergements marchands.

La Basse-Normandie présente au troisième trimestre une nouvelle baisse de l'emploi salarié. Les pertes d'emploi dans les secteurs marchands ont été plus nombreuses qu'au trimestre précédent. L'emploi diminue dans l'industrie comme dans la construction. Le repli de l'intérim s'accroît tandis que le tertiaire marchand hors intérim ne crée plus d'emplois.

Atteignant son plus haut niveau depuis 1999, le taux de chômage s'élève à 9,4 %, en hausse de 0,2 point par rapport au deuxième trimestre.

Alain COENON, Anne-Solange GONY, Matthieu BOIVIN, Insee Basse-Normandie

Le contexte international

Au 3^{ème} trimestre 2012, l'activité a progressé à un rythme modeste dans l'ensemble des économies avancées (+0,2 % après +0,1 % au 2^{ème} trimestre), avec de fortes hétérogénéités entre les pays : nette accélération aux États-Unis et au Royaume-Uni, nouvelle contraction dans la zone euro et chute au Japon. Fin 2012, l'activité calerait dans les économies avancées (0,0 %) sous l'effet du retour à la normale au Royaume-Uni et d'un contrecoup aux États-Unis. Elle se contracterait dans la zone euro (-0,3 %) et en France (-0,2 %).

L'activité aux États-Unis croîtrait au 1^{er} semestre 2013 à un rythme modéré (respectivement +0,4 % et +0,5 % aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres). Malgré les pressions fiscales, les ménages et les entreprises américains montreraient une forte capacité de résistance. De même l'activité des économies émergentes s'affirmerait début 2013. La zone euro amorcerait un lent redémarrage et l'activité ne reculerait plus au 1^{er} trimestre (0,0 %) avant d'augmenter légèrement au 2^{ème} trimestre (+0,1 %). L'économie européenne profiterait de l'accélération de la demande qui lui est adressée par ses partenaires. Par ailleurs, la consommation des ménages se stabiliserait début 2013 ; le repli du pouvoir d'achat des ménages s'atténuerait grâce à la modération de l'inflation et à l'atténuation de l'effort de consolidation budgétaire.

La conjoncture nationale

En France, l'activité s'est redressée au 3^{ème} trimestre 2012 (+0,1 % après -0,1 % au 2^{ème} trimestre). En particulier, l'activité manufacturière a nettement rebondi. L'activité a notamment été soutenue par la progression de la consommation des ménages et des exportations.

L'activité reculerait au 4^{ème} trimestre 2012 (-0,2 %). La production manufacturière se replierait nettement (-1,5 %), ce qui aurait des effets d'entraînement défavorables sur le reste de l'économie. En outre, l'activité dans la construction baisserait, dans le sillage du recul des mises en chantier depuis le début de l'année 2012. Comme au trimestre précédent, la demande, interne comme externe, ferait néanmoins preuve d'une certaine résistance et, pour la servir, les entrepreneurs accentueraient leur déstockage.

La résistance de la demande permettrait à la production manufacturière de se stabiliser au 1^{er} semestre 2013 et à l'activité dans les services de retrouver un peu de vigueur. Au total l'activité progresserait sur un rythme modeste au 1^{er} semestre 2013 (+0,1 % par trimestre), soutenue par des exportations en légère accélération et par la stabilisation de la consommation des ménages. L'investissement des entreprises se stabiliserait également progressivement en début d'année, après la baisse observée fin 2012.

La baisse de l'emploi salarié s'aggrave

Après une baisse marquée au trimestre précédent, l'emploi salarié non agricole bas-normand baisse encore sensiblement au troisième trimestre 2012 (-0,7%). Cette nouvelle dégradation s'explique en premier lieu, comme au deuxième trimestre par une diminution des effectifs intérimaires (-5,2%). Cependant des emplois permanents sont aussi détruits (-0,5%) et ce, dans tous les secteurs et dans tous les départements. L'industrie perd ainsi 700 emplois permanents (-0,8%), principalement dans la fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac, dans la fabrication de matériels de transport et dans la fabrication d'autres produits industriels. Le tertiaire marchand hors intérim perd 630 emplois (-0,4%), en majorité dans les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien. Enfin, le déclin des mises en chantier de logements neufs se fait ressentir sur les effectifs salariés dans la construction, où 200 emplois sont détruits (-0,6%).

Le recul de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles est plus important dans le calvados (-0,8%). En données corrigées des variations saisonnières, le département perd 1 230 emplois. Si tous les secteurs sont concernés, les deux tiers des emplois détruits le sont dans l'industrie (-1,1%) et l'intérim (-5,6%).

Dans l'Orne, les effectifs salariés suivent la tendance régionale (-0,7%). Tous les secteurs perdent des emplois, en particulier l'intérim (-3%), la construction (-1,2%) et l'industrie (-0,9%). Au total, ce sont 410 emplois qui sont détruits dans l'Orne au troisième trimestre.

La Manche perd 580 emplois salariés (-0,6%), principalement dans l'intérim (-5,9%), la construction (-0,6%) et l'industrie (-0,4%). Le commerce est le seul secteur à maintenir ses effectifs dans le département.

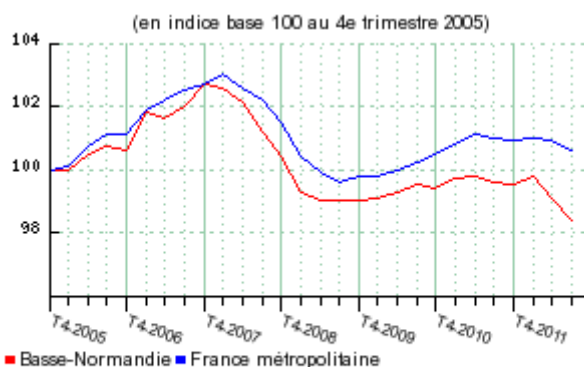
L'emploi salarié en Basse-Normandie est donc toujours loin de retrouver son niveau d'avant la crise. Depuis le pic du quatrième trimestre 2007, près de 14 000 emplois ont été détruits, pour une large majorité dans l'industrie et l'intérim.

La baisse de l'emploi salarié s'est accompagnée d'une progression du recours au temps partiel par les établissements, sans toutefois atteindre les sommets de 2009. Le nombre d'heures autorisées d'activité partielle a augmenté de 35,1% au 1^{er} trimestre 2012.

Le chômage progresse dans les trois départements

Au troisième trimestre 2012, en Basse-Normandie, le taux de chômage localisé s'établit à 9,4% de la population active, soit une hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Le taux de chômage bas-normand atteint ainsi son plus haut niveau depuis 1999. Il est toutefois inférieur de 0,5 point au taux de chômage métropolitain au sens du BIT (9,9%). Sur un an, de septembre 2011 à septembre 2012, le taux de chômage augmente de 0,6 point en Basse-Normandie, contre 0,7 point en France métropolitaine.

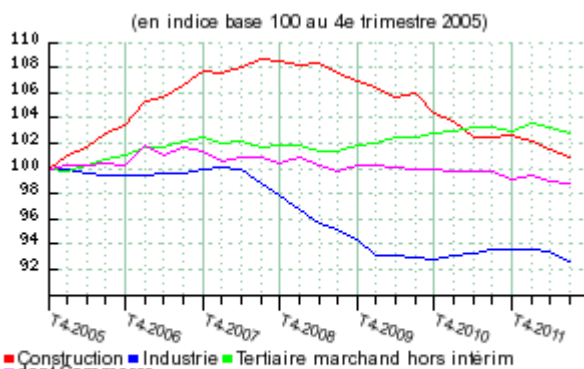
Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

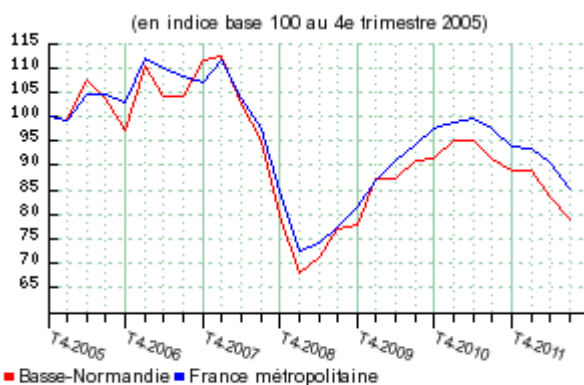
Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Basse-Normandie



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Des trois départements bas-normands, le Calvados a le taux de chômage localisé le plus élevé (9,8 %), c'est là qu'il progresse le plus (+ 0,2 point). Dans l'Orne, il s'établit à 9,6 % de la population active. La Manche présente le taux de chômage le plus faible (8,5 %). Sur les douze derniers mois, le taux de chômage localisé augmente dans tous les départements de Basse-Normandie. La hausse est de même ampleur dans le Calvados (+ 0,7 point) et l'Orne (+ 0,6 point) ; dans la Manche, elle est un peu moins prononcée (+ 0,4 point).

La dégradation du marché de l'emploi régional est également visible à travers l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : + 6,9 % fin septembre 2012 par rapport à fin septembre 2011, soit 6 300 demandeurs d'emploi supplémentaires. Cette hausse est cependant moins brutale qu'en France métropolitaine (+ 8,3 %). Dans la région, cette progression concerne principalement les seniors (+ 13,6 %). Les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus sont également en forte augmentation (+ 7,6 % sur un an), de même que ceux de moins de 25 ans (+ 7,1 %). Au total, fin septembre 2012, 97 430 demandeurs inscrits étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Basse-Normandie.

La construction de logements neufs se replie

En Basse-Normandie, la construction de logements neufs se réduit sensiblement depuis le début de l'année et suit en ce sens la tendance nationale. Ainsi, lors de ce troisième trimestre, 1 606 logements ont été mis en chantier, soit une baisse de 11,7 % pour les logements collectifs et de 6,5 % pour les logements individuels par rapport au trimestre précédent.

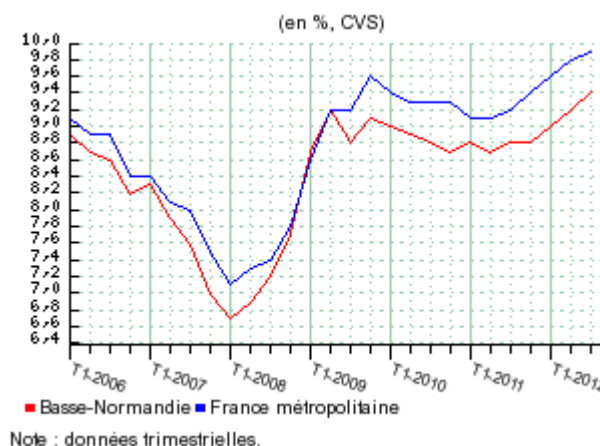
Dans ce contexte, les entreprises du bâtiment ont connu un net repli de leur activité. Cette baisse est particulièrement sensible pour les entreprises de gros œuvre. L'essoufflement de la demande privée constatée au second trimestre se confirme. Le repli de la demande publique s'accroît. Le marché de l'entretien-amélioration de l'habitat, qui avait mieux résisté depuis le début de la crise, s'affiche désormais nettement à la baisse.

La durée moyenne des carnets de commande reste stable par rapport au trimestre précédent avec 4 mois d'activité programmée, mais diminue par rapport à l'année dernière à la même période (4,4 mois). Les prix restent orientés à la baisse et de plus en plus d'entreprises rencontrent des difficultés de trésorerie accentuées par des délais de paiement des clients qui s'allongent.

Les capacités de production du secteur sont largement sous-utilisées et l'emploi s'est à nouveau contracté au troisième trimestre.

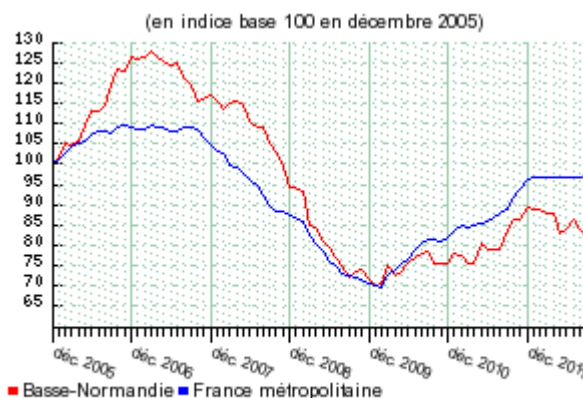
Les perspectives d'activité du secteur pour les prochains mois restent mal orientées. En effet, malgré des autorisations de construction de logements (en date de prise en compte) en progression par rapport aux deux trimestres précédents, les chefs d'entreprises du secteur s'attendent à un nouveau ralentissement de leur activité.

Taux de chômage



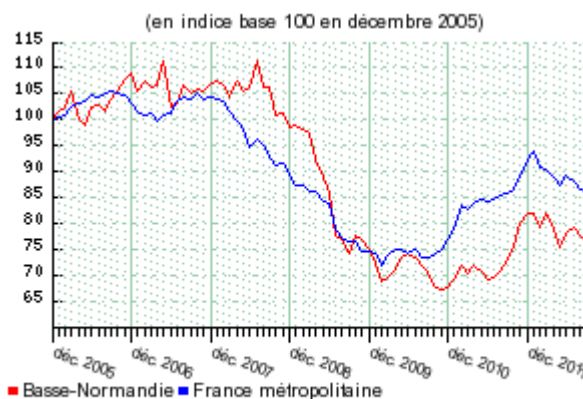
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Source : SOeS, Sit@del2

Évolution du nombre de logements commencés



Source : SOeS, Sit@del2

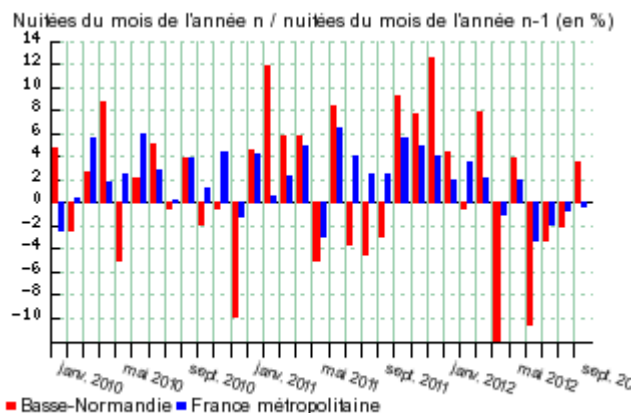
Les hôtels boudés par les touristes

Au troisième trimestre, la fréquentation hôtelière baisse de 0,9 % par rapport à 2011. Les nuitées de la clientèle française diminuent de 0,6 %, celles de la clientèle étrangère de 1,6 %. Le taux d'occupation passe de 69,1 % à 68,7 %. Au niveau France métropolitaine, si la baisse de fréquentation enregistrée est du même ordre (- 1 %), la fréquentation étrangère augmente (+ 0,9 %) alors que la désaffection de la clientèle française est plus marquée (- 2,1 %).

L'évolution de la fréquentation varie selon le département. Les hôtels du Calvados (- 1,6 %) et surtout de l'Orne (- 6,3 %) ont connu une baisse d'activité. Seule la Manche enregistre une hausse des nuitées, après un été 2011 boudé par les touristes.

Avec la nouvelle classification des hôtels, l'offre de chambres par catégorie a largement évolué, entraînant des variations de fréquentation parfois importantes. Si pour les hôtels de 0-1 étoile la baisse de fréquentation (- 37 %) dépasse celle de l'offre (- 32 %), on observe un équilibre entre fréquentation et offre pour les 2-3 étoiles (- 4 %). Le doublement de la capacité d'accueil des hôtels de 4 et 5 étoiles s'accompagne d'une augmentation dans les mêmes proportions de leur fréquentation.

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



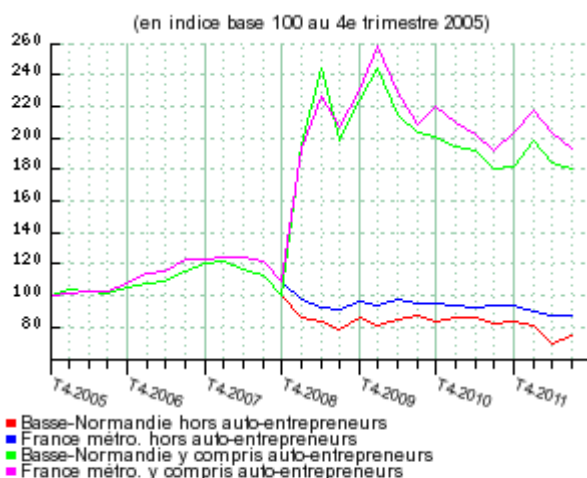
Note : Données mensuelles brutes.

Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

Baisse des créations d'auto-entreprises

Les créations d'entreprises bas-normandes s'orientent de nouveau à la baisse (- 2,4 %). Le nombre d'entreprises créées au troisième trimestre est de 2 113. Ce déclin est dû à un reflux des créations d'auto-entreprises (- 8,1 % en données brutes) qui s'observe aussi au niveau national. En données corrigées des jours ouvrables et des variations saisonnières, les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs enregistrent quant à elles un rebond marqué (+ 7 %) après le recul du deuxième trimestre. Les auto-entreprises représentent toujours malgré tout plus de la moitié des créations, tant en Basse-Normandie que sur l'ensemble du territoire national

Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : Les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Détérioration de l'activité industrielle en septembre

Malgré une embellie des mises en production au mois d'août, l'activité industrielle bas-normande reste au final mal orientée sur l'ensemble du troisième trimestre.

Le taux d'utilisation des capacités de production est très en deçà de sa moyenne de longue période ; il faut remonter en octobre 2010 pour retrouver un niveau aussi faible.

En septembre, l'activité de l'ensemble des branches industrielles s'est détériorée. Jusqu'en août, l'activité dans l'industrie agroalimentaire et dans la fabrication des "autres produits industriels" (chimie, pharmacie, imprimerie, habillement) était plutôt dynamique. De même, le sursaut d'activité constaté en août dans la production du matériel de transport et dans celle des équipements électriques, électroniques, informatiques et autres machines ne s'est pas confirmé en septembre.

Ces contractions d'activité impactent les effectifs en particulier dans la production du matériel de transport. Les contrats précaires ayant quasiment disparu, des périodes de chômage partiel sont programmées par les chefs d'entreprises pour le dernier trimestre.

Insuffisance de la demande intérieure

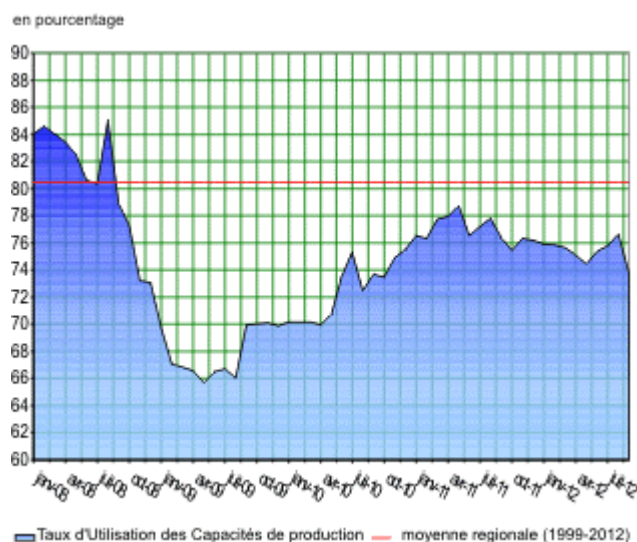
L'absence de lisibilité des marchés est toujours confirmée par les chefs d'entreprises qui peinent à prévoir les évolutions du marché. Dans l'ensemble, l'insuffisance de la demande persiste, notamment sur le marché intérieur. Les carnets de commandes restent insuffisamment étoffés et se sont encore dégradés. Les perspectives pour la fin de l'année sont pessimistes pour l'ensemble de l'activité industrielle à l'exception de la fabrication de denrées alimentaires et de boissons.

Compte tenu de leur impact financier, les stocks sont gérés au plus près des besoins. Après un allègement des stocks au début du trimestre dans l'ensemble des branches, ils ressortent en septembre globalement bien adaptés au faible niveau de l'activité industrielle.

Rebond en août dans les industries agroalimentaires

En ce qui concerne les industries agroalimentaires, l'industrie des viandes aura maintenu son chiffre d'affaires : +0,5 % par rapport au trimestre précédent grâce à un rebond des ventes en août. Toutefois le secteur est confronté à des difficultés d'approvisionnement d'animaux vivants et à la hausse des cours des matières premières. En revanche, l'industrie du lait enregistre d'un trimestre sur l'autre un recul de 3,3 % plus important que la moyenne nationale (-2,3 %). Néanmoins grâce à un développement des marchés à l'exportation, le secteur du lait a progressé par rapport au même trimestre de l'année passée (+6,2 %).

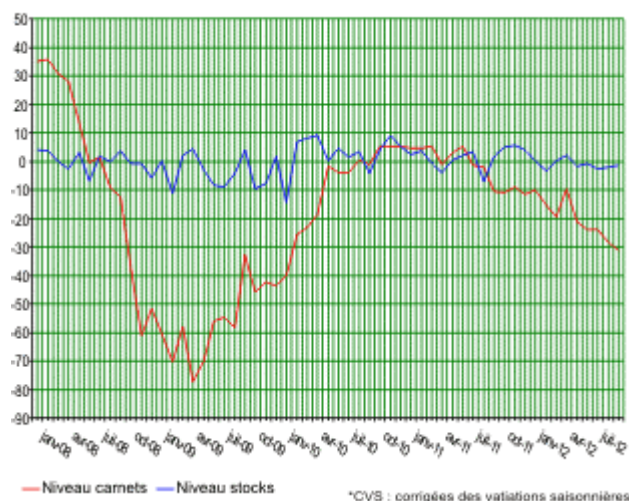
Utilisation des capacités de production



Source : Banque de France

Situation des carnets de commande et des stocks de produits finis dans l'industrie

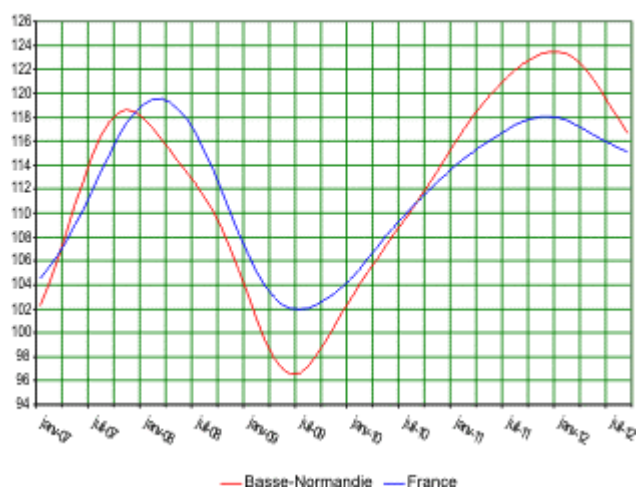
(solde des opinions des industriels (CVS*))



Source : Banque de France

Chiffre d'affaires dans l'industrie laitière

Evolution du chiffre d'affaires en valeur



Sources : Insee ; DGFiP